

Russie et camp du bien, le retour du narratif covidien

J'ai pas mal écrit et débattu au sujet du conflit russo-ukrainien. Nous voilà maintenant à quelques mois des quatre ans du conflit débuté en 2022, et le rattachement de la Crimée à la Russie commence à bien dater maintenant.

Ma position sur le sujet est restée à peu près constante. A ce titre, j'ai rencontré de l'opposition à mes propos assez fréquemment, et les médias français ne furent pas en reste pour propager des opinions discutables. Aussi estime-je que j'ai encore des choses à dire sur le sujet, maintenant qu'il est de plus en plus clair que l'on retrouve dans le traitement du conflit un certain pattern qui ne nous est pas inconnu.

I. De la pertinence d'une analogie entre Covid et guerre en Ukraine

J'ai pour habitude de rappeler que comparaison n'est pas raison. Je persiste. Mais néanmoins, je ne m'interdis pas de temps en temps quelques analogies si celles-ci permettent de comprendre les choses telles qu'elles sont. L'analogie suivante, celle d'une association entre Crise Covid et Crise ukrainienne, ne vient même pas de moi à la base, pas plus de mon camp.

Bien que la réalité était plus complexe, on pouvait jadis en période Covid distinguer deux camps :

- * un camp dissident, opposé à la manière dont la crise était gérée par le gouvernement
- * un camp bien-pensant (au sens *orienté sur une pensée valorisée en société*), en soutien permanent aux mesures gouvernementales

La réalité était complexe, parce que chacun de ces camps comprenait un large spectre, et aucun n'incluait en son sein une majeure partie de citoyens un peu largués par ces questions.

Lorsque le Covid commença à s'éloigner des esprits, aidé notamment par l'invasion russe de l'Ukraine, le camp bien-pensant fit remarquer – souvent à raison – que le camp dissident était plutôt peu favorable à l'Ukraine. Évidemment, je me reconnaissais dans cette description : non vacciné (mais pas antivax dans l'absolu on rappelle), j'avais été très critique de la manière dont le pouvoir macronien avait géré cette période. Et sur le dossier russe, j'avais gardé ce tropisme anti-atlantiste qui me poussait à être critique du camp otanien, et à raison selon moi.

L'association « antivax » = « pro-russe » ne tarda donc pas à apparaître. Lorsqu'on prend un peu de recul, on se rend évidemment compte que ces alignements de positions, en effet fréquents, sont des conséquences et non des causes, des branches et non des racines. Certes, il est probable que certains, guidés par un esprit de contradiction plus qu'une réelle politisation, vont adopter systématiquement les opinions contraires au système politico-médiatique. Tout comme d'autres, par esprit conservateur et pro-institution, vont adopter une ligne systématiquement proche de la politique macroniste. Mais d'une manière générale, le fait d'être covidosceptique (terme – limitant qu'Antivax) et Otano-sceptique (terme + nuancé que pro-russe) répond bien plus à une pensée politique assez logique : nos gouvernements occidentaux font de la merde, et dans les deux cas, on refuse que l'on nous fasse croire l'inverse. Si je voulais être taquin, je ferais remarquer que le RN version Bardella ne se situe pas nécessairement dans ce camp, ou du moins, manque d'un réel engagement anti-système de ce côté-là.

Ainsi, je ne suis pas le premier à tracer des parallèles entre Covid et guerre en Ukraine. Même au-delà de ce parallèle tracé entre les différents antagonistes de ces sujets, le gouvernement français montre quand même un schéma de pensée similaire, et c'est là que ça devient problématique.

Lors de la période Covid, les réunions du gouvernement étaient placées sous le sceau de conseils de défense. Macron affirmait haut et fort que nous étions en guerre. L'implantation de cet univers guerrier dans le monde pandémique transforme ce dernier en une crise militaire où Macron agit de manière relativement autoritaire, peu transparente, avec un impératif sécuritaire brandi en blanc-seing à toutes les dérives. Que pourrait donc donner cet homme avec une vraie crise militaire ?

Mais il faut aller plus loin encore. Le monde médiatique n'est pas en reste en terme de reproduction de comportements covido-marqués. La pandémie, et les risques de contamination mortelles qui en découlaient, avait à l'époque permis de justifier bon nombre de comportements :

- * traitement des non-vaccinés comme des parias, égoïstes et mauvais citoyens
- * contrôles et restrictions de déplacements
- * dénonciations anonymes et mise en avant de citoyens modèles
- * propagande (au sens non péjoratif du terme) gouvernementale accrue – gestes barrières, importance de la vaccination pour empêcher la transmission, etc-
- * dénigrement des esprits rebelles et faible tolérance au débat contradictoire

Une crise épidémiologique de grande ampleur avait ainsi permis de transformer les médias en relais exemplaires de la parole macroniste. Cela eut pour conséquence une profonde difficulté à faire admettre certaines vérités : personne n'a jamais vraiment admis par exemple que le gouvernement savait avant 2020 ce qui nous pendait au nez. Le flou autour des SMS de Von Der Leyen n'a jamais vraiment été rappelé. L'efficacité relative du vaccin pour empêcher la transmission fut quant à elle enterrée comme si elle n'avait jamais été affirmée.

En renfort de ces actions gouvernementales et médiatiques, de bons citoyens modèles s'activèrent sur les réseaux sociaux pour venir donner des leçons. Les non-vaccinés devinrent des meurtriers en puissance, coupables de tuer les vieux et les malades. Il importait peu que nous subissions des inepties administratives du fait de notre non-vaccination, alors même que le vaccin n'était pas obligatoire. Après tout, c'était notre faute si nous n'étions pas volontaires !

J'ai gardé je l'avoue un profond ressentiment de cette période, conscient que le macronisme avait fracturé la population française. Lors de la crise des gilets jaunes, si une partie de la bourgeoisie s'était réveillée, la France ne vécu pas pour autant une aussi grande antagonisation que celle qui découla de la crise Covid, d'autant plus que les gilets jaunes furent suffisamment réprimés pour qu'on les oublie, eux et leurs contradicteurs. Ce ressentiment envers les bien-pensants, envers ce camp du bien, était d'autant plus fort que je n'avais jamais été un antivax virulent. Je reconnaissais le bénéfice du vaccin aux personnes à risque, la pertinence de certaines restrictions. Mais cela n'était évidemment pas suffisant.

Aujourd'hui, au regard de ce petit voyage dans le temps dont on se serait bien passé, on peut sans mal effectuer une comparaison avec la manière dont est traitée la guerre en Ukraine par le gouvernement, par les médias, et sur les réseaux sociaux :

- * les décisions concernant les sanctions sont prises sans réelle consultation. Le gouvernement a déclaré son indépendance de l'opinion populaire
- * les médias, LCI en tête, soutiennent ardemment l'Ukraine, et participent main dans la main avec les macronistes à une politique de la peur, similaire à la période covidienne
- * les bonnes âmes des réseaux sociaux voient à travers les otano-sceptiques des « collabos », des traîtres, et font peser sur nous mille et un malheurs présents et futurs

S'il fallait aller sur le domaine de la morale, ce n'est pas le camp otanien qui l'emporterait pour autant, quand on sait le nombre de morts ukrainiens qui auraient été évités si les traités de paix avaient signé plus tôt. Mais ce n'est pas le sujet ici.

Autre élément de comparaison cocasse et attristant enfin, comment ne pas oublier aussi le côté amateur de ces gestionnaires de crise. Héritant systématiquement d'une situation calamiteuse à laquelle ils ont participé (la crise hospitalière et le libre-échange débridé dans le 1^{er} cas, une destruction de notre diplomatie dans le 2^{ème}), les gouvernants ont agi de manière brouillonne, n'anticipant ni les conséquences (société post-covid profondément meurtrie) ni les absurdités (le danger lié au fait de boire un café debout, ou dans l'autre sens, l'importation d'hydrocarbures russes mais passées par des intermédiaires, et donc plus chères).

Pour résumer, rien de tel qu'un petit tableau comparatif, c'est assez édifiant.

<i>Période Covid</i>	<i>Période Ukrainienne</i>
Situation initiale catastrophique : lits insuffisants, absence de souveraineté pharmaceutique, frontières-passoires	Situation initiale catastrophique : corps diplomatique détruit, alignement constant sur l'Otan, rupture avec le gaullisme
Absence de référendums, de consultations	Absence de référendums, de consultations
Conseils de défense pour traiter la question Gouvernement peu sensible aux revendications	Probablement aussi, + actions à l'échelle européenne & sanctions décidées unilatéralement
Gestion amatrice (actions tardives, inefficaces, ubuesques)	Gestion amatrice (diplomatie hasardeuse, sanctions inefficaces sauf contre notre économie)
Dépenses faramineuses et coût excessivement élevé	Coût économique élevé, coût diplomatiquement à long terme assez désastreux
Pénurie de médicaments et de matériel utile	Faibles stocks de munitions et matériels
Politique de peur reprise par les médias (le Covid court toujours)	Politique de peur reprise par les médias (les russes bientôt sur Paris)
Débats sans contradicteurs, faible présence de divergences et mise en avant de dissidents caricaturaux	Débats sans contradicteurs, faible présence de divergences et mise en avant de dissidents caricaturaux
Volonté belliqueuse, agressive, de la part du gouvernement (les non-vaccinés, j'ai très envie de les emmerder)	Volonté belliqueuse, agressive, de la part du gouvernement (Voulait notamment couler l'économie russe)
Actions de dénonciations citoyennes	Actions de dénonciations citoyennes (@institution x ou y, Random soutient la Russie)
Peu de remise en question, fuite en avant	Peu de remise en question, fuite en avant
Mise en avant de l'argument moral (sauvez les plus fragiles, bande d'égoïstes)	Mise en avant de l'argument moral (Vous n'êtes que des collabos poutiniens, des vichystes)
Poids des conséquences les + graves répartis sur les épaules des dissidents (si des gens meurent, c'est à cause des antivax)	Poids des conséquences les + graves répartis sur les épaules des dissidents (si la Russie envahit la France, ce sera votre faute)
Division de la population française	Division de la population française
Fact-checkeurs à l'affût, toujours prêts à défendre la parole officielle	Fact-checkeurs à l'affût, toujours prêts à défendre la parole officielle
Prétexte à une cogestion européenne et renforcement de la parole européiste	Prétexte à une cogestion européenne et renforcement de la parole européiste (énorme pression pour une armée européenne et une mise en commun de l'arsenal nucléaire notamment)
Absence ou presque de contre-pouvoirs institutionnels ou politiques, opposition traditionnelle faiblarde sur le sujet	Absence ou presque de contre-pouvoirs institutionnels ou politiques, opposition traditionnelle faiblarde sur le sujet

Pour le moment, il manque deux aspects sur lesquels je suis encore incapable de faire une comparaison factuelle. Tout d'abord, la vérité s'agissant du covid a finit de prendre l'escalier quand le mensonge prenait l'ascenseur. On a finit par savoir pour l'efficacité toute relative des vaccins en

matière de contamination, pour les magouilles de Von Der Leyen. Là où pour l'Ukraine, on a surtout de vieilles vérités qui ont tendance à s'enterrer (la quasi unanimité des médias sur la corruption et le nazisme en Ukraine avant l'invasion russe). A voir dans le temps.

Deuxièmement, on a eu avec le Covid une gestion autoritaire, unilatérale, ce qu'on retrouve sur le dossier russe, mais sans qu'il n'y ait encore de mesures contraignantes telles une conscription ou une condamnation de propos trop critiques (ou démoralisants, si on voulait faire le parallèle avec la seconde guerre mondiale). Croisons les doigts pour que ce point de comparaison ne tienne pas plus tard.

II. Anticipations et présomptions sur l'évolution de la situation

On sait comment la crise Covid s'est à peu près terminée, on ignore encore l'issue de la crise Ukraine.

Le scénario qui irait le plus dans notre intérêt serait de mon avis celui d'un arrêt des conflits au plus tôt sur la base d'accords respectés par tous les camps. C'est un scénario plutôt optimiste, peu dans l'air du temps hélas.

Dans ce cas de figure, la reconstruction de l'Ukraine est une période plutôt prospère pour les acteurs économiques de la zone, Russie et États-Unis compris. Les grands perdants sont, comme dans pas mal d'autres issues envisageables, les ukrainiens. Profondément touchée par les pertes humaines, bien plus impactantes qu'en Russie, l'Ukraine devrait attendre un probable boom démographique pour espérer remonter la pente. Du côté de la France, la menace russe serait sans doute encore agitée par des bien-pensants à la mine défaite. De la même manière qu'on continuait de parler de Covid, et qu'on en parle encore aujourd'hui, le fait que la Russie peut nous envahir continuerait de plomber les médias et réseaux sociaux un petit moment. La fin de la guerre n'empêcherait pas Macron de continuer dans sa fuite en avant, mais le priverait de stratégies pour garder le pouvoir.

Dans ce scénario cependant, un point noir demeure présent. Si l'Ukraine venait à obtenir par les accords le droit d'intégrer l'UE, elle deviendrait la nouvelle Grèce, en même temps qu'elle drainerait nos industries et l'argent européen. Elle serait une nouvelle Roumanie, la nouvelle solution pour tertiariser un peu plus l'Europe de l'Ouest et ainsi prolonger son asservissement.

Enfin, Trump sortirait plutôt avantage de ce conflit, et qui sait si l'économie américaine n'en tirerait pas des bénéfices suffisants pour remonter la pente ?

Dans le cadre des comparaisons avec le Covid, on peut supposer que quelques années plus tard, les premiers dossiers pour crimes de guerre sortiraient complets, et que Nordstream 2 ne serait pas enterré, au contraire.

Le second scénario serait une victoire russe par écrasement des forces ukrainiennes dans les douze mois qui suivent. En position de force, épuisés mais vainqueurs, les russes pourraient exiger beaucoup, et cela risque de placer les européens dans une volonté belliqueuse totalement déconnectée de nos intérêts. On aurait ainsi le retour du quoi qu'il en coûte, et pourquoi pas une intervention armée pour libérer l'Ukraine, dans le pire des scénarii. Si les américains pourraient admettre leur défaite, à l'image de leur départ lamentable de l'Afghanistan, ce n'est pas le cas des autres otaniens autrement impliqués. Non seulement la Russie n'a pas été écrasée et rabaissée au rang de puissance soumise à l'occident, ce qui signifie que les sanctions qui nous ont ruiné n'ont eu aucun retour sur investissement, mais en plus de ça, elle dicte ses conditions et nos économies continuent leur chute.

A partir de là, toutes les dystopies sont envisageables, d'opérations peu fructueuses qui finissent par se tasser, à une guerre nucléaire tant qu'on y est.

Néanmoins, rien n'empêche les européens d'agir en adultes responsables et de simplement laisser tomber le dossier ukrainien. Aucun compte ne serait rendu sur la manière dont l'argent a été dilapidé, aucune remise en question, juste un statu quo...jusqu'à quand ?

Après tout, le pass vaccinal a été abandonné, et si on excepte quelques illuminés dans les deux camps de la période covid qui continuent encore le combat à haute intensité, tout semble être revenu à la normale.

Dans le troisième scénario, la Russie écrase l'Ukraine, et prise d'un hubris incontrôlable, décide d'annexer aussi la Transnistrie (à tout hasard). On atteindra là un point de non-retour pour plusieurs raisons :

- * l'annexion de l'Ukraine apparaît au regard de l'Histoire comme bien plus justifiable que le serait celle de la Transnistrie – ou de toute autre région voisine d'ailleurs. Les pays du Sud pouvaient pardonner l'Ukraine, mais si l'impérialisme se fait plus gourmand, nul doute que ça risquerait de faire des déçus.

- * Trump pourrait effectuer un énième revirement de veste

- * l'engrenage des alliances pourrait se mettre en route en raison de la position de la Moldavie en Europe.

A ce niveau-là, on peut craindre un conflit d'envergure mondiale, ou à minima, menaçant réellement l'Europe. La situation la plus extrême serait l'affirmation d'une volonté d'invasion du continent, pour en finir avec la menace constante que serait l'UE. Encore plus extrême, et sans doute trop fictive, serait celle d'une alliance des USA et de la Russie pour se partager la domination du continent, à la mode du 20ème siècle. Fini le soft power, retour à l'impérialisme d'antan. Autant dire que là, il sera temps de se trouver une solution, que je ne détiens pas.

Si le conflit ne prenait pas autant d'ampleur, mais que la menace russe était plus tangible que jamais, puisqu'une attaque au-delà de l'Ukraine pourrait permettre de l'agiter en permanence avec une certaine crédibilité, la probabilité qu'une force militaire européenne intervienne se fait plus grande. Dans ce cas de figure-là débiterait une guerre d'attrition extrêmement coûteuse en hommes. C'est dans ce scénario qu'on pourrait envisager un retour au service militaire obligatoire, ou imposé aux chômeurs longue durée par exemple. Le tout étant que chaque pays participe à la défense d'une UE alors lâchée par l'allié américain.

Dans cette situation, la liberté de parole deviendrait très délicate, de la même manière qu'elle pouvait l'être après l'arrivée d'une nouvelle vague mortelle de Covid. Puisque la question de la guerre ukrainienne a toujours été traitée sous l'angle de la morale par paresse intellectuelle, nul doute que la moindre divergence passerait pour de la trahison, bien plus que ça n'est le cas actuellement. Compliqué en effet de venir expliquer en quoi l'Otan et l'UE ont leur part de responsabilité dans un conflit où la Russie fait systématiquement les premiers pas visibles.

Critiquer la manière dont le gouvernement aura géré cette crise, critiquer le service militaire obligatoire, serait vu comme de la démoralisation, ce qui en temps de guerre est un acte grave.

Pire encore, les plus apatrides de notre oligarchie gagneraient des gages de patriotisme alors même qu'ils enverraient des gens à la boucherie. La notion de patriote perdrait tout sens.

Dans ce scénario, la Russie sera condamnée à être le grand méchant loup pendant plusieurs décennies. Afficher une sympathie pour la culture russe était déjà suspect dans notre réalité, autant dire que là, c'est une cause perdue. De la même manière que les germanophones ont bien subi après la guerre les répercussions liées aux proximités culturelles avec l'Allemagne, il existe un risque de chasse aux sorcières assez plausible.

Enfin, tout comme le Covid a fait appel aux plus bas instincts de certains, la délation ira de bon train. Les donneurs de leçon s'en donneraient à cœur joie, affirmant à quels points ils ont été lucides sur la Russie (et occultant ainsi comment l'Europe a pu en arriver là). L'appareil répressif et contraignant de l'État serait aussi imperturbable et vicieux qu'il pouvait l'être en période Covid, n'en doutons pas. Le chantage au front de l'Est, levier d'avenir ?

Inutile de dire que si la Russie affichait de réelles visées impérialistes au-delà de l'Ukraine, qui plus est, menaçante envers la France, je serai fidèle à mon pays. Mais j'aurai toujours ce goût amer dans la bouche, celui d'une frustration qui ne passera jamais.

Il existe un quatrième scénario, mais à titre personnel, je pense qu'il est aussi le moins probable. Grâce aux mesures de rétorsion économique, et à la combativité ukrainienne, la Russie recule. Lâchée par quelques partenaires secondaires, déstabilisée en interne, elle lâcherait du lest et finirait par sécuriser la Crimée et abandonner le reste. Payant un lourd tribut, le pays accuse un retard économique sans précédent et Poutine démissionne.

Dans ce cas de figure, l'Ukraine reste meurtrie et se reconstruit péniblement, sous la houlette d'une UE qui se gargarise de la victoire de la démocratie.

Il n'existe pas d'équivalent aux situations post-covid, tout simplement parce que toute analogie qu'elle soit, cette comparaison a quand même des limites lorsqu'on s'approche de la science-fiction. En effet, j'ai du mal à croire à cette issue au regard de la situation actuelle. Le seul cas où ce serait envisageable serait un conflit qui s'enlise sans aucune dynamique russe pendant toute l'année 2026. Plus ça s'éternise, plus les européens trouvent de nouvelles sanctions et de nouvelles armes à envoyer. Mais même dans ce cas-là, il reste toujours la problématique des hommes sur le front. Ce qui fait que l'hypothèse d'un soulèvement en Ukraine est alors autant envisageable qu'en Russie. Bref, c'est flou et à ce niveau-là, c'est le continent européen tout entier qui serait le grand perdant, nous focalisant excessivement sur la guerre en Ukraine au détriment d'autres urgences économiques – et climatiques.

Il ressort de la comparaison entre crise Covid et crise Ukraine une vraie habitude de nos gouvernements à systématiquement prendre les mauvaises décisions. Par vision court-termiste, par atlantisme forcené, par bêtise aussi, nombreux sont ceux qui espèrent imposer leurs conditions à une Russie affaiblie et peut-être même en voie de morcellement (cette hypothèse est souhaitée par certains). Mais de la même manière que beaucoup se sont bercés d'illusion sur la vaccination à demi-imposée et sur les restrictions de déplacement absurdes, il existe un risque non négligeable que nos dirigeants continuent vers les options les plus belliqueuses, persuadés que c'est là qu'ils auraient une carte à jouer. Il faut dire que niveau contrôle par la peur, la vraie guerre est quand même plus efficace que le Covid. De plus, la dissidence se retrouverait piégée, car placée face à de fausses contradictions. Le patriotisme serait remis en doute parce que pas assez solidaires des actions de l'Otan. On nous reprocherait un souverainisme en carton devant notre mépris pour la souveraineté européenne, imposée et artificielle. Manquerait plus qu'on nous reproche notre anti-américanisme. Quant à vouloir quitter l'Otan et l'UE, ce serait peine perdue dans l'opinion publique. La propagande aura fait son travail pour persuader les citoyens que ce genre d'alliance est indépassable et indispensable, ignorant ainsi que n'importe quel traité multilatéral pourrait donner les mêmes résultats.

Elle est là la vraie différence avec le Covid : la crise ukrainienne est bien plus instrumentalisable. L'instrumentalisation de la pandémie à des fins de glorification politique est une chose, l'instrumentalisation d'un conflit pour éteindre une opposition en est une autre. On rappellera d'ailleurs qu'en Ukraine, toute la gauche, critique des actions gouvernementales et moins hystérique vis à vis de Poutine, a été interdite sous prétexte de collusion avec l'ennemi.

Enfin, il existe aussi un dernier risque, celui que l'UE étende un peu plus son intégration et qu'elle remporte la bataille de l'armée européenne. L'agitation populaire, notamment via les déclarations inquiétantes de novembre partout en Europe, pourrait servir de base solide à une vraie armée européenne, facilitée aussi par la liberté de déplacement récemment accordée aux transports militaires au sein des pays membres. Le peuple ukrainien, l'UE s'en tamponne. Bureaucratie cynique, elle sait où est son intérêt, à nous de voir où est le nôtre.